

# Préambule

---



*Depuis la fin des années 1970, la plupart des pays industrialisés formulent une supplique lancinante : que la croissance revienne ! Or, partout en Europe, celle-ci est désormais essouffée. Parallèlement, la prise de conscience de l'urgence de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, intimement liées à l'activité économique et responsables pour partie du dérèglement climatique, est de plus en plus forte. Poursuivre la croissance à tout prix, est-ce raisonnable sur une planète marquée par la finitude, notamment des ressources naturelles ? D'où l'interrogation qui traverse tout cet ouvrage : la croissance est-elle possible ? Est-elle souhaitable ?*

## **Les dynamiques historiques de croissance**

La croissance a commencé à être enregistrée après la Seconde Guerre mondiale, avec l'élaboration de systèmes de comptabilité nationale. Ceux-ci sont le fruit d'une histoire longue, celle de l'économie politique, qui en est venue progressivement à mesurer un ensemble assimilé aujourd'hui à la création de richesse (chapitre 1). Si la dynamique de croissance a émergé dès les premières révolutions industrielles du XIX<sup>e</sup> siècle, ce que l'on a appelé sans doute abusivement les « Trente Glorieuses » a constitué un moment singulier (chapitre 2). En effet, l'activité économique y a été particulièrement soutenue, tranchant avec le ralentissement très net enregistré depuis le début des

années 1980, en particulier dans les pays occidentaux. Les situations de faible croissance relancent les débats sur l'éventualité et le caractère désirable d'un état stationnaire de l'économie, et ont également pour effet de rompre avec plusieurs décennies de théorie économique dominée par les perspectives de croissance endogène, celles-là mêmes qui ont contribué à donner à la croissance son caractère illimité (chapitre 3).

### **Rompre avec le productivisme**

L'activité économique, notamment dans ses modalités productivistes, a été le moteur de l'accélération des crises écologiques majeures, mettant au jour une nouvelle ère géologique – l'anthropocène – marquée de façon inédite dans l'histoire de la planète, par l'empreinte de l'homme. En outre, si la croissance a été indéniablement source de progrès et de bienfaits (on pense évidemment au recul de la mortalité, notamment infantile, à la victoire contre la faim dans une large partie du monde, à l'amélioration des conditions de vie quotidiennes), on peut s'interroger sur le sens à donner aux politiques entièrement dédiées à la croissance alors que celle-ci contribue aujourd'hui à creuser les inégalités, et n'a pas le caractère redistributif dont on la crédite trop souvent, comme cela a pu être le cas durant les premières décennies d'après-guerre (chapitre 4). Mais surtout, la croissance a aussi engendré des dégradations au coût économique élevé et

parfois irréversibles, rendant problématique un projet de croissance illimitée, fût-elle verte (chapitre 5).

### **Quelle société post-croissance ?**

L'évidence s'impose ainsi peu à peu : il nous faut apprendre à nous départir de la croissance, même verte, comme horizon de développement et de progrès. Cette ambition inspire une large palette d'initiatives visant à produire de nouveaux indicateurs pour un projet de transition écologique et sociale (chapitre 6) et à rendre concrète cette idée de transition. Celle-ci devrait s'accompagner, en priorité dans les pays riches, d'une baisse relative des revenus, d'une conversion profonde des systèmes de production, appelés à être relocalisés, moins productivistes, et centrés autour de projets sociaux et écologiques ; et d'une conversion des modes de consommation davantage soucieux de sobriété. C'est à ces conditions que les dégâts environnementaux, qui touchent au premier chef les populations les plus vulnérables, pourront être limités. Ces projets nécessiteraient de toute évidence de lourds investissements publics et exigeraient aussi le retour de l'État, notamment dans sa fonction anticipatrice, planificatrice et coordonnatrice. Ils seraient, sur certaines bases, créateurs d'emplois dont il s'agirait d'assurerait la qualité (chapitre 7). Une telle réorientation ne supposerait en rien un affaiblissement de l'État social. L'amélioration des systèmes de protection sociale, condition de la réduction des inégalités

sociales, constituerait au contraire un élément central de la sécurisation des transitions (chapitre 8).

Une véritable course contre la montre est engagée à la fois contre le changement climatique et ses effets, et contre les inégalités économiques et sociales grandissantes. Prendre au sérieux un projet post-croissance nécessite, idéalement, d'asseoir une logique d'augmentation du niveau de vie moyen de l'humanité qui soit compatible avec un accès à l'éducation, à la santé, et avec les contraintes écologiques. En bref, le modèle de développement doit à la fois permettre de répondre aux besoins fondamentaux de chacun et assurer le vivre ensemble dans une humanité qui prendrait soin (dans le double sens du terme *care* : *soigner* et *prendre soin, prêter attention*) de la nature et de ses contemporains. Cela ne pourra se faire qu'avec l'appui d'une large adhésion sociale seule capable de rendre ce projet post-croissance désirable pour tous.